



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

annonces en faveur du numérique et des starts-up

Question au Gouvernement n° 2218

Texte de la question

ANNONCES EN FAVEUR DU NUMÉRIQUE ET DES START-UP

M. le président. La parole est à Mme Dominique David.

Mme Dominique David. Le moins que l'on puisse dire, monsieur le secrétaire d'État chargé du numérique, c'est que la semaine dernière a été une semaine faste pour l'économie numérique.

Pas moins de trois projets majeurs ont été annoncés par le pouvoir exécutif, susceptibles de marquer durablement l'avenir de l'écosystème français et européen. L'enjeu est considérable. Il s'agit de faire émerger des géants européens capables de rivaliser avec leurs concurrents chinois et américains, ainsi que de développer un secteur d'avenir, créateur de richesses et d'emplois pour nos territoires. Notre souveraineté, notre indépendance et notre prospérité seront à ce prix. Le numérique est un enjeu capital pour notre économie !

En France, cependant, seules 10 % des créations nettes d'emplois sont liées directement ou indirectement à la technologie, contre 30 à 50 % aux États-Unis. C'est clair, nous sommes en retard.

Il fallait donc changer d'échelle. C'est chose faite avec ces trois propositions fortes, concrètes et mesurables.

D'abord, 5 milliards d'euros de fonds ont été alloués aux start-up en hypercroissance, pour multiplier par trois le nombre de licornes d'ici à 2025.

Ensuite, le Président a annoncé la création du Next 40, regroupant quarante pépites, fleurons de la « tech » française, qui sont une fierté pour notre économie : il est essentiel de favoriser leur croissance et leur rayonnement, en Europe et dans le monde. Je suis prête à prendre avec vous le pari que nous compterons parmi elles des champions mondiaux.

Enfin, 700 emplois directs vont être créés dans les mois à venir. Ce chiffre est prometteur, mais je rappelle qu'il reste aujourd'hui près de 80 000 emplois non pourvus dans le secteur du numérique.

Monsieur le secrétaire d'État, pouvez-vous nous détailler la stratégie du Gouvernement pour gagner cette bataille et présenter votre ambition pour le développement des pépites françaises ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM et quelques bancs du groupe SOC.*)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État chargé du numérique.

M. Cédric O, secrétaire d'État chargé du numérique. Vous l'avez dit, l'année prochaine 25 000 emplois seront créés par les entreprises françaises du numérique, ce qui représente un emploi sur dix. Nous pouvons aller plus

loin, puisque les États-Unis en comptent entre un sur trois et un sur deux.

Plus intéressant encore, ces emplois sont créés partout en France. Chez vous par exemple, des entreprises comme Cdiscount ou ManoMano participent au dynamisme local, c'est vrai également à Vierzon avec Ledger ou à Roubaix avec OVH.

Ainsi, lorsqu'on se mobilise pour augmenter les investissements et faire grossir ces entreprises, on mène une bataille pour l'emploi, mais également pour la souveraineté française : nous possédons tous des téléphones américains, chinois ou coréens ; nous utilisons tous des messageries et des réseaux sociaux américains. Notre capacité à faire émerger demain des champions français servira évidemment la défense de nos emplois, mais aussi notre souveraineté.

Certaines difficultés empêchaient jusqu'à présent l'émergence des Facebook et Google français ; le Président de la République a annoncé des mesures fortes, après avoir travaillé avec les investisseurs, notamment les entreprises de l'assurance – dont je salue l'engagement. L'objectif était d'attirer de l'argent privé afin de faire grandir ces entreprises pour qu'elles puissent combattre à armes égales avec les entreprises américaines et chinoises.

L'histoire n'est pas finie : d'autres annonces viendront, notamment avec Muriel Pénicaud sur les sujets de la formation et des talents et avec Bruno Le Maire sur le pacte productif et les moyens de créer l'écosystème favorable à la croissance des entreprises du secteur numérique.

Enfin madame la députée – je sais que vous êtes attachée à cette question – nous annoncerons dans les mois à venir des mesures pour réduire la fracture numérique, car notre capacité à tenir notre rang dans l'économie mondiale dépend aussi de notre aptitude à faire en sorte que l'ensemble des Français soient à bord de cette grande transformation. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.*)

Données clés

Auteur : [Mme Dominique David](#)

Circonscription : Gironde (1^{re} circonscription) - La République en Marche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2218

Rubrique : Numérique

Ministère interrogé : Numérique

Ministère attributaire : Numérique

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [25 septembre 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [25 septembre 2019](#)